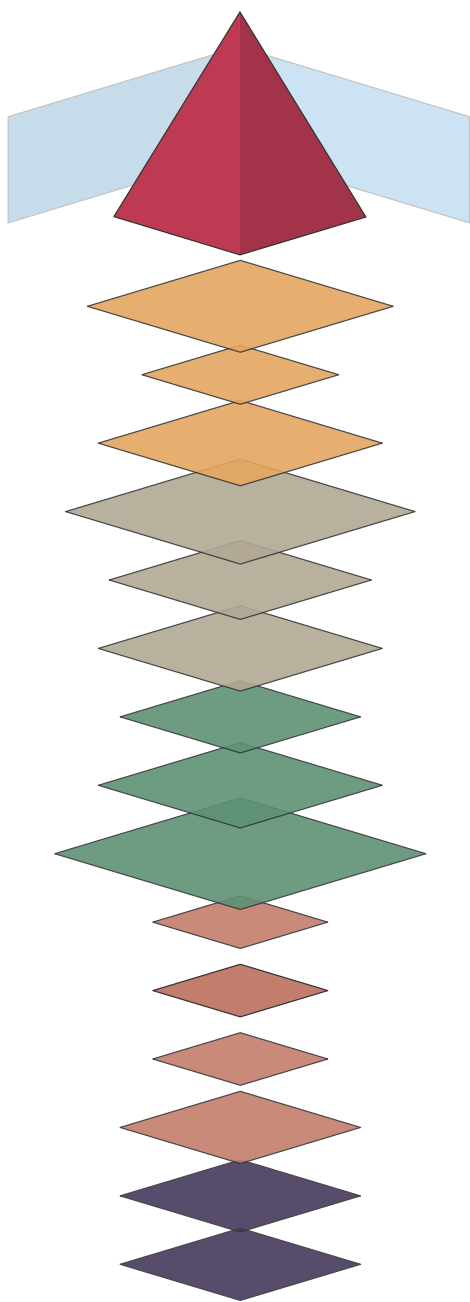


 **BURKINA FASO**



 **5,92**
SCORE DE CRIMINALITÉ

53^e sur 193 pays
16^e sur 54 pays africains
4^e sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest

 **MARCHÉS CRIMINELS** **5,83**

TRAITE DES PERSONNES	7,00
TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS	4,50
RACKET D'EXTORSION ET CHANTAGE À LA PROTECTION	6,50
TRAFIC D'ARMES	8,00
COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON	6,00
COMMERCE ILLICITE DE BIENS DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE	6,50
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	5,50
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE	6,50
CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES NON RENOUELABLES	8,50
COMMERCE D'HÉROÏNE	4,00
COMMERCE DE COCAÏNE	4,00
COMMERCE DE CANNABIS	4,00
COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE	5,50
CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE	5,50
CRIMINALITÉ FINANCIÈRE	5,50

 **ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ** **6,00**

GROUPES DE TYPE MAFIEUX	4,00
RÉSEAUX CRIMINELS	7,00
ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT	7,00
ACTEURS ÉTRANGERS	6,00
ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ	6,00

 **3,46**
SCORE DE RÉSILIENCE

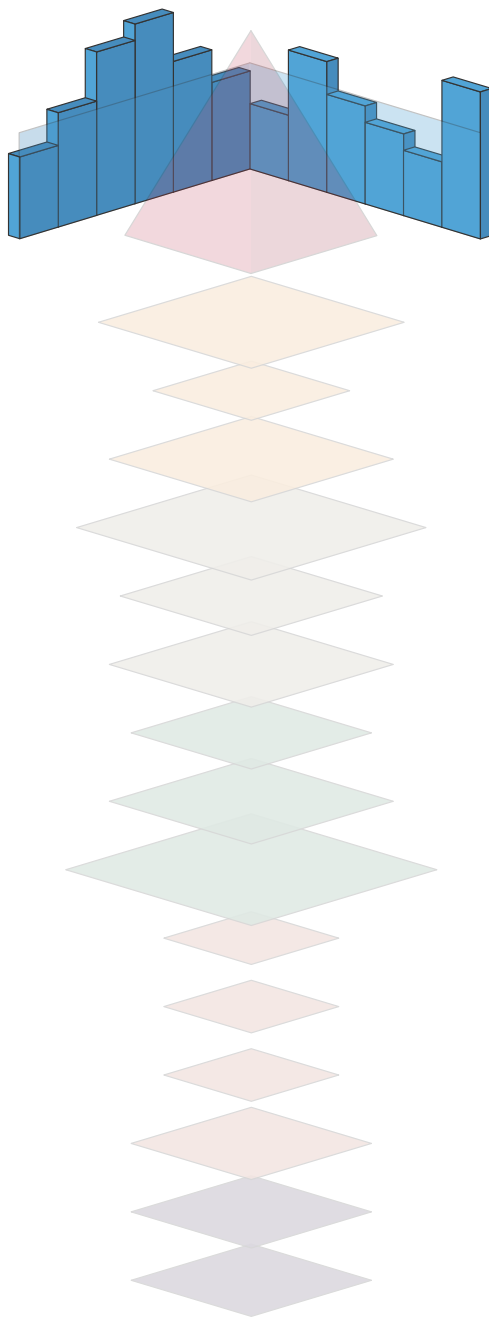


Financé par
le gouvernement
des États-Unis.



Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

 **BURKINA FASO**



 **3,46**
SCORE DE RÉSILIENCE

147^e sur 193 pays
30^e sur 54 pays africains
10^e sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	2,50
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS	3,50
COOPÉRATION INTERNATIONALE	5,00
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	5,50
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	4,00
FORCES DE L'ORDRE	3,00
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	2,00
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	4,00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	3,00
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	2,50
PREVENCIÓN	2,00
ACTEURS NON ÉTATIQUES	4,50

 **5,92**
SCORE DE CRIMINALITÉ

 MARCHÉS CRIMINELS	5,83
 ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ	6,00



Financé par
le gouvernement
des États-Unis.



Le programme ENACT est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL, en collaboration avec Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

Le Burkina Faso est un pays d'origine, de transit et de destination pour la traite des personnes, les enfants étant les victimes les plus fréquentes. L'industrie minière est le principal secteur dans lequel les enfants sont exploités, des centaines de milliers d'entre eux effectuant des travaux dangereux dans des mines artisanales. La mendicité des enfants est également devenue plus organisée, les réseaux séduisant les enfants avec de fausses promesses d'opportunités éducatives et les promesses de professeurs d'écoles coraniques. Les groupes extrémistes, profitant de l'instabilité et de l'insécurité généralisées du pays, recrutent également des enfants pour en faire des soldats. Des fonctionnaires locaux participant à des programmes humanitaires d'aide alimentaire ont été accusés d'exploiter des femmes déplacées à l'intérieur du pays pour la traite à des fins d'exploitation sexuelle.

Le Burkina Faso sert également de point de transit et de pays d'origine pour le trafic d'êtres humains. La détérioration de la situation sécuritaire a conduit de nombreux Burkinabé à migrer de manière irrégulière vers d'autres pays, en comptant souvent sur l'aide de passeurs, tandis que d'autres organisent leur propre voyage. Le pays a été confronté à d'importantes menaces extrémistes violentes, à deux coups d'État et à des violences généralisées perpétrées contre les civils, ce qui a entraîné le déplacement forcé de plus de deux millions de personnes (10 % de la population du pays). Les protocoles de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) permettent la libre circulation des personnes dans la région, et les mouvements intrarégionaux dépassent de loin les mouvements au-delà de la région de la CEDEAO. Cependant, les citoyens burkinabé poursuivent parfois leur route vers le nord, en direction de la Libye, ainsi que vers l'Europe par les routes de la Méditerranée et du Moyen-Orient.

Le racket d'extorsion et le chantage à la protection sont des pratiques courantes, en particulier dans et autour des mines d'or par les groupes armés non étatiques affiliés ou non à l'État. Les groupes extrémistes violents s'efforcent de prendre le contrôle des sites miniers et font payer l'accès aux opérateurs locaux. En outre, les groupes extrémistes violents établissent des points de contrôle dans les régions du nord et de l'est, exigeant la zakat (une forme d'impôt religieux obligatoire) de certaines communautés en échange de leur protection. La menace d'enlèvements reste persistante dans tout le pays et est particulièrement répandue dans les régions du Sahel et de l'Est.

COMMERCE

La détérioration de la situation sécuritaire et le nombre de groupes armés (groupes extrémistes violents ou affiliés à l'État) au Burkina Faso ont fait du pays une destination pour le trafic d'armes. Malgré la mise en place d'un cadre juridique réglementant la fabrication, le commerce et l'utilisation des armes en 2021, les armes à feu sont facilement accessibles. L'autodéfense est une source majeure de la demande. La circulation des armes a aggravé la situation sécuritaire, entraînant une augmentation de la violence et un besoin accru d'autoprotection, ce qui accroît la demande en armes. Le Burkina Faso est une plaque tournante bien connue pour le trafic d'armes, en particulier d'armes et de matériel volés aux services de sécurité. Un large éventail d'acteurs, notamment des réseaux criminels bien établis et diverses entités gouvernementales impliquées dans la contrebande, contribuent à la complexité de la situation. La prolifération d'armes illégales a entraîné une recrudescence de la violence, militarisant les tensions intercommunautaires dans la région du Liptako Gourma, qui s'étend sur le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Le Burkina Faso est l'épicentre de la violence au Sahel, plus de la moitié du pays échappant au contrôle du gouvernement.

Les produits de contrefaçon constituent un problème important particulièrement répandu dans la région de la frontière sud, où les produits sont introduits en contrebande dans le pays à partir de pays côtiers tels que le Togo, le Bénin, le Ghana et la Côte d'Ivoire. Les autorités ont mené des opérations en collaboration avec les unités de surveillance douanière et la police nationale pour saisir et détruire des tonnes de denrées alimentaires ainsi que des médicaments contrefaits. Des cas similaires concernent des pagnes et des manuels scolaires destinés aux écoles.

Le commerce illicite de biens de consommation soumis à accise, y compris les cigarettes, est présent dans tout le pays. Divers groupes criminels, tels que des groupes extrémistes violents, des milices locales et des groupes de bandits, profitent de la faible présence de l'État et de l'absence de contrôles formels pour faire passer la contrebande à travers les frontières. Le Gouvernement burkinabé a tenté de lutter contre ce phénomène en mettant en place un système de suivi et de traçabilité géré par l'industrie du tabac. Toutefois, ce système n'atteint pas l'objectif qu'il s'était fixé. Des personnes politiquement influentes à Ouagadougou ont joué un rôle central en facilitant l'exportation et l'importation de cigarettes de contrebande produites en Europe, qui sont ensuite expédiées clandestinement au Togo et au Bénin avant d'atteindre le Burkina Faso et le Sahel au sens large (y compris le Mali).

Les groupes extrémistes violents constituent une source importante de demande pour les marchandises de contrebande, en particulier dans et autour des parcs nationaux situés aux frontières sud du Burkina Faso. La taxation des marchandises transitant par les zones sous l'influence des groupes extrémistes violents, qu'elles soient licites ou illicites, contribuerait à leur financement. Les groupes extrémistes violents puisent également dans ces chaînes d'approvisionnement illicites pour se procurer des ressources. Les chaînes d'approvisionnement illicites de voitures et de motos, dont les groupes extrémistes violents sont l'un des principaux acheteurs, sont particulièrement importantes pour leurs opérations.

ENVIRONNEMENT

Des groupes armés affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique ont pris le contrôle de zones auparavant protégées, ce qui exacerbe la dégradation de l'environnement et l'extraction de ressources. Cela inclut la vente illégale de bois, de charbon de bois et d'autres matériaux. La gestion insuffisante des forêts, la corruption et le manque de clarté du régime foncier (usufruit) ont entraîné une déforestation persistante. Bien qu'il soit interdit dans de nombreux pays, le bois de rose continue d'être exploité et commercialisé au Burkina Faso. Cette pratique est motivée par des facteurs tels que la délivrance illégale de permis d'exploitation, les pots-de-vin versés aux gardes forestiers et aux fonctionnaires et les fausses informations figurant sur les documents douaniers. La principale demande de bois de rose provient d'Asie, ce qui alimente ce marché illicite.

Le contrôle accru des groupes armés sur certaines régions a également entraîné une augmentation des activités de braconnage. Les contrebandiers et les groupes extrémistes violents mettent en danger les espèces protégées telles que les éléphants et les hippopotames dans les parcs nationaux et les réserves du pays. Le braconnage est motivé par différents facteurs, dont la pauvreté, le gain financier, l'ignorance, la médecine traditionnelle, la vengeance et l'agression physique causée par la rencontre avec des animaux sauvages. Les pangolins, les tortues du désert et les primates sont également victimes de la chasse illégale. Il existe peu d'informations sur la protection et le trafic des animaux menacés en raison des dangers liés aux enquêtes sur les crimes contre les espèces sauvages et, plus récemment, de la situation en matière de sécurité dans le pays. Les saisies récentes ont inclus des espèces protégées telles que les autruches, les tortues, les pangolins, les léopards et les tortues terrestres, ainsi que de l'ivoire. Le vol de bétail, qui est une entreprise criminelle importante dans le nord et le centre du Mali et dans tout le Burkina Faso, impliquant des bandits, des milices locales et des groupes extrémistes violents, a gravement perturbé les communautés locales et leur source de subsistance, et est un élément déclencheur courant de violence intercommunautaire.

Le Burkina Faso, un important producteur d'or, est confronté à des problèmes liés à l'exploitation illégale, à la corruption et à l'implication de groupes extrémistes violents dans le secteur de l'extraction artisanale de l'or. Les sites d'exploitation artisanale de l'or sont considérés comme une source importante de financement pour les groupes extrémistes violents opérant au Burkina Faso, en particulier le JNIM. Lorsque les groupes extrémistes violents et leurs affiliés locaux prennent le contrôle des sites aurifères, ils autorisent également l'exploitation minière artisanale dans des zones auparavant interdites. Les groupes extrémistes violents ont également attaqué et ciblé directement les sociétés minières et leur personnel. La prévalence des activités illégales et les attaques des groupes extrémistes violents a eu un impact négatif sur le secteur minier, qui a perdu de son attrait pour les investisseurs.

Le Burkina Faso est également un point de transit et de destination pour le carburant de contrebande en provenance du Nigéria, qui transite principalement par le Bénin et le Togo. Ce marché illicite très organisé et lucratif soutient d'autres formes de trafic. De gros camions transportent du carburant et du cyanure jusqu'à la frontière nord du pays, où les marchandises sont soit passées en contrebande avec l'assistance des autorités douanières ou déchargées juste avant la frontière et transportées par des contrebandiers à l'aide de motos ou de petits véhicules.

DROGUES

Le Burkina Faso est un pays de transit pour le commerce illicite d'héroïne, notamment en liaison avec le Mali et le Niger. L'héroïne entre sur le territoire principalement par des routes qui passent par Addis-Abeba, Lomé, Cotonou et Lagos. Ouagadougou, en particulier, sert de plaque tournante pour le trafic illicite de drogues, y compris le transbordement de l'héroïne vers les marchés de destination en Europe et en Amérique du Nord, et le trafic de cocaïne à partir des points d'entrée côtiers vers l'Europe, bien que l'instabilité importante dans tout le pays ait rendu les itinéraires terrestres risqués.

Le Burkina Faso reste également un pays de transit et d'origine pour le cannabis, qui est consommé localement. Les cultures sont présentes sur les fermes où l'on cultive le maïs et le millet. La drogue est cultivée dans les régions situées le long des frontières avec le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Togo. Cependant, il n'est pas rare d'en trouver dans des villes comme Ouagadougou, la périphérie nord-ouest, Bobo dans la vallée du Kou et la région de Boromo. Le cannabis fait également l'objet d'un trafic entre le Bénin, le Ghana et le Mali.

Le marché des drogues de synthèse est le marché de la drogue le plus répandu dans le pays, avec un trafic et un abus constants de ces substances. Le Tramadol, une drogue non luxueuse, alimente un vaste marché. En outre, les saisies annuelles d'amphétamines sont élevées. Le Ghana

et le Nigéria, ainsi que le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Togo, sont les principales sources d'amphétamines, de Tramadol et d'autres drogues qui entrent au Burkina Faso par les zones frontalières des régions du centre-est, de l'est, du centre-sud et du sud-ouest.

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

Les cyber-attaques sont courantes et de nombreux sites web gouvernementaux et des institutions en sont victimes. Les dommages financiers causés à l'État par la criminalité cyberdépendante ont été importants ces dernières années. Les pirates informatiques sont généralement des étrangers (des cybercriminels originaires d'Indonésie, d'Albanie et du Soudan ont été pris en flagrant délit alors qu'ils ciblaient des structures institutionnelles). L'échange de cryptomonnaies étant devenu de plus en plus populaire dans le pays, les cas de fraude impliquant des cryptomonnaies se sont également multipliés.

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

La pandémie de COVID-19 a entraîné une augmentation des activités criminelles financières cyber-facilitées au Burkina Faso, donnant lieu à des milliers de plaintes chaque année et causant des pertes financières significatives s'élevant à des milliards de francs CFA d'Afrique de l'Ouest (CFA). La plupart des plaintes concernent la fraude au commerce électronique, qui est souvent facilitée par les réseaux sociaux. D'autres cas, impliquant de fausses offres d'emploi, des contrats d'approvisionnement frauduleux et des polices d'assurance ciblant à la fois des particuliers et des entreprises, ont également été signalés, les individus se faisant passer pour des représentants d'entreprises légitimes, de sociétés minières ou d'ONG humanitaires.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Des réseaux criminels impliqués dans un large éventail de marchés criminels, y compris le trafic de drogue, la criminalité liée aux espèces sauvages et à la flore, le trafic d'armes et la traite des personnes, opèrent au Burkina Faso ou l'utilisent comme point de transit. La détérioration de la situation sécuritaire, le manque de volonté et de mise en œuvre du gouvernement, ainsi qu'un environnement hostile aux journalistes et aux défenseurs des droits de l'homme, font que les informations rapportées sur ces réseaux sont limitées. Le pays a connu la plus forte incidence d'extrémisme violent au sein de la CEDEAO, entraînant plus de dix mille morts et des millions de personnes déplacées au cours des dernières années.

Les recherches indiquent que la corruption et le détournement de fonds impliquent de nombreux acteurs étatiques. On pense que les forces de sécurité et les élites gouvernementales facilitent directement le flux illicite de stupéfiants et d'autres produits de contrebande, y compris le carburant

et les cigarettes. Des rapports ont également impliqué des acteurs du secteur privé dans l'économie informelle et dans les activités de contrebande au Burkina Faso. Des hommes d'affaires influents, entretenant des relations étroites avec des politiciens de haut niveau, ont été associés à la contrebande de tabac. En outre, de petits acteurs privés, y compris des vendeurs, sont impliqués dans la contrebande de cyanure, qui est devenue une préoccupation urgente en raison de l'expansion rapide de l'exploitation artisanale et à petite échelle de l'or dans le pays. Des réglementations financières faiblement appliquées rendent vulnérables les institutions financières, les sociétés immobilières, les services de transport, les casinos et les organisations à but non lucratif d'être utilisés comme mécanismes de blanchiment d'argent et, éventuellement, de financer des activités extrémistes violentes. Le JNIM est connu pour exploiter les systèmes financiers formels et informels dans les zones sous son influence.

Étant donné le rôle du Burkina Faso en tant que pays de transit pour les marchandises illégales, les acteurs étrangers jouent un rôle dans l'environnement criminel du pays. Les réseaux impliqués dans la drogue, par exemple, ont des liens avec l'Amérique latine. Les contrebandiers du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Togo approvisionnent les trafiquants du Burkina Faso en utilisant des couloirs de transport bien établis.

Des groupes extrémistes violents, affiliés à l'État islamique ou à Al-Qaïda, opèrent sur de vastes étendues du pays. Certains de ces groupes présentent des caractéristiques similaires à celles des organisations mafieuses, comme un nom reconnu, une structure de leadership définie, une influence territoriale et des membres identifiables. Les groupes extrémistes violents taxent tous les flux, licites et illicites, qui traversent les territoires sous leur influence, et soutirent des fonds par le racket d'extorsion et le chantage à la protection. Les groupes extrémistes violents sont directement impliqués dans l'exploitation artisanale de l'or, les enlèvements contre rançon et le vol de bétail, qui représentent d'importantes sources de financement. Ils sont également présents sur le marché du vol de véhicules. Les chaînes d'approvisionnement illicites jouent un rôle central dans l'approvisionnement des groupes extrémistes violents, le carburant, les voitures et les motos étant des produits de base particulièrement importants. Les économies illicites constituent des éléments importants des stratégies de gouvernance des groupes extrémistes violents, en particulier du JNIM, car elles les aident à asseoir leur légitimité aux yeux des communautés locales. Ces préoccupations l'emportent parfois sur les motivations financières lorsqu'il s'agit de dicter la manière dont le JNIM s'engage dans les économies illicites : par exemple, dans une proportion significative d'enlèvements, aucune rançon n'est demandée, l'enlèvement étant plutôt motivé par le désir d'intimider ou de recueillir des renseignements.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Après les élections de 2020, le gouvernement réélu a dû faire face à des allégations de fraude et d'irrégularités de la part de l'opposition, ce qui a intensifié la colère et la méfiance de la population. La situation a été aggravée par des attaques armées à l'intérieur du pays et par l'extension des zones contrôlées par les groupes armés. En 2022, un coup d'État militaire a conduit à la mise en place d'un gouvernement de transition, lui-même renversé par un second coup d'État militaire en septembre de la même année. Les autorités de transition ont donné la priorité à la lutte contre le terrorisme et la corruption, à la restauration de l'intégrité territoriale, à la souveraineté nationale et à la diversification de la coopération militaire avec d'autres nations.

Malgré les efforts en cours pour lutter contre la corruption systémique, les structures étatiques existantes continuent de peiner à fournir les services publics essentiels, et le manque de capacités et l'enracinement des élites ont empêché la mise en œuvre de réformes significatives. Bien que les déclarations financières des fonctionnaires soient obligatoires, elles sont rarement rendues publiques et les sanctions en cas de non-respect ne sont pas appliquées. La police municipale est considérée comme le service public le plus corrompu du pays.

Le Burkina Faso a ratifié les traités internationaux pertinents à la criminalité organisée et entretient une coopération étroite avec les organisations internationales et les gouvernements étrangers pour lutter à la fois contre la criminalité et le terrorisme. Le pays a mis en place des accords de coopération pour remédier aux problèmes tels que le trafic et la traite d'enfants. Depuis le second coup d'État, le Burkina Faso est de plus en plus isolé sur la scène internationale et a révoqué certains de ses accords de coopération militaire bilatéraux et multilatéraux, notamment avec la France. L'impression que le pays se rapproche de plus en plus de la Russie continue de susciter des inquiétudes. Le Burkina Faso a néanmoins mis en place des cadres juridiques plus solides que ceux de nombreux autres pays africains pour lutter contre la criminalité organisée. Il s'agit notamment de lois relatives à la traite des personnes, à la corruption, au blanchiment d'argent et au terrorisme. Récemment, d'importantes initiatives réglementaires ont été prises pour s'attaquer aux problèmes du trafic d'armes et de la cybercriminalité. Toutefois, la corruption et l'insécurité ont entravé leur mise en œuvre et leur application.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le système judiciaire évolue en permanence, avec l'assistance des donateurs internationaux, pour faire face à la menace croissante de l'extrémisme violent. Toutefois, l'impunité

des membres des services de sécurité (y compris les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), dont les activités sont particulièrement entachées d'allégations de violations des droits de l'homme) reste endémique et il est nécessaire de mettre en place des structures plus efficaces pour enquêter sur les affaires, les poursuivre et les juger. Les rapports faisant état d'exécutions extrajudiciaires par les forces de l'État et le VDP sont très répandus, et la plupart d'entre eux ne font l'objet d'aucune enquête ni poursuite. La lutte contre l'extrémisme violent absorbe la majeure partie du temps et des capacités du système judiciaire, ce qui laisse moins de temps pour poursuivre d'autres infractions pénales. Les procédures judiciaires sont souvent longues, ce qui fait que de nombreux auteurs présumés passent des années en prison dans l'attente de leur procès. Cette situation pose des problèmes en termes de respect des procédures, ce qui conduit à l'inefficacité et à la corruption. Des enfants auraient été détenus pour leurs liens présumés avec des groupes extrémistes, alors qu'ils étaient des victimes de la traite ou ont été recrutés de force comme enfants soldats.

Les forces de l'ordre au Burkina Faso manquent de moyens pour appliquer efficacement les lois régissant la criminalité organisée et les marchés criminels spécifiques. Bien que la menace de l'extrémisme violent ait incité à des investissements internationaux et nationaux dans le renforcement des capacités de police et d'enquête, l'accent est surtout mis sur la lutte contre l'extrémisme violent. Le pays ne dispose que d'une seule unité des forces de l'ordre spécialisée – (une unité antidrogues) et d'une Haute Autorité pour le contrôle de l'importation des armes et de leur utilisation, qui n'est pas active depuis sa création. Il y a aussi un manque de sensibilisation parmi les victimes à leurs droits et à la protection, ce qui les rend réticentes à porter plainte. Les forces militaires sont formées de manière inadéquate et mal équipées, ce qui constitue un défi de taille pour faire face aux groupes extrémistes violents qui opèrent dans des zones géographiques de plus en plus étendues du pays.

Le Burkina Faso est frontalier de six autres pays, dont beaucoup connaissent de graves problèmes de sécurité et d'insurrection, ce qui rend le contrôle des frontières difficile. Le fait que de vastes portions du territoire burkinabé échappent au contrôle du gouvernement a un impact significatif sur tous les aspects de la vie dans le pays, y compris sur la prévention de la criminalité, qui est entravée par l'accès limité à certaines parties du territoire. Un certain nombre d'économies illicites, dont le trafic de produits médicaux, se seraient développées au cours de cette période d'instabilité accrue, en partie en raison d'une dépriorisation compréhensible par les forces de l'État. Près de la moitié du territoire du pays échappe au contrôle du gouvernement. L'insécurité générale et l'absence de contrôle territorial ont également un impact

significatif sur l'économie, les préoccupations en matière de sécurité incitant les entreprises à quitter les régions du nord et de l'est.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Le Burkina Faso a mis en place des lois et des structures de base pour lutter contre le blanchiment d'argent, mais leur mise en œuvre reste un défi en raison de la faible capacité de la cellule de renseignement financier et de la prévalence d'une importante économie informelle. Malgré certains progrès, les fonds blanchis par le régime précédent continuent de circuler et le gouvernement n'a pas répondu aux demandes de recouvrement d'actifs. Le pays reste confronté à un risque important de blanchiment d'argent, en particulier dans les secteurs de l'exploitation minière et de l'assurance. Il a été placé sous surveillance par des organisations internationales et inclus dans la « liste grise » des pays considérés comme ayant des « déficiences stratégiques » mais s'engageant à améliorer leur situation. Malgré les efforts déployés pour lutter contre le blanchiment d'argent, les activités criminelles et l'insécurité constituent toujours des menaces importantes. Le gouvernement a introduit des réformes pour soutenir la création d'entreprises, mais la corruption dans le monde des affaires, ainsi que la détérioration de la situation sécuritaire, entravent les possibilités d'emploi formel, ce qui conduit la majorité des jeunes à s'engager dans le secteur informel.

Le Burkina Faso est confronté à des niveaux élevés de pauvreté et à des indicateurs de développement social alarmants. La décentralisation des mesures de lutte contre la pauvreté a transféré la responsabilité aux institutions et organisations locales, qui comptent souvent sur les donateurs étrangers pour les aider à mettre en œuvre ces mesures. Le secteur de l'exploitation minière artisanale constitue un important filet de sécurité économique pour de nombreuses communautés disposant de peu d'alternatives. Cependant, la réglementation limitée (ou inexistante) du secteur le rend vulnérable aux violations des droits des travailleurs, à la fraude fiscale et aux pratiques préjudiciables à l'environnement. En outre, la capacité économique du pays continue d'être entravée par l'insécurité persistante au Burkina Faso, ce qui a des répercussions négatives sur les activités économiques de base et la vie des citoyens. Il existe également un marché informel croissant qui occupe une grande partie du secteur privé au Burkina Faso, exacerbé par la participation de groupes extrémistes violents et de groupes criminels organisés.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Le Burkina Faso ne dispose pas d'un programme officiel de protection des témoins, mais a accompli des progrès considérables dans la lutte contre la traite des personnes. Le gouvernement a redoublé d'efforts pour identifier les victimes de la traite, a mis en place un centre d'accueil ouvert

24/24 et fournit de la nourriture, des vêtements, des soins de santé et une assistance juridique en collaboration avec des ONG et des organisations internationales. Cependant, la prise en charge à long terme pour toutes les victimes reste inadéquate en raison d'un manque de financement et de ressources, ce qui augmente le risque que les victimes soient à nouveau victimes de la traite.

Le gouvernement n'a pas non plus intensifié tous ses efforts pour lutter contre la traite des personnes et n'a pas poursuivi ou condamné de trafiquants, bien qu'il ait identifié des victimes potentielles. Il n'y a pas assez de refuges pour les victimes, en particulier les adultes, en dehors de Ouagadougou et les contraintes financières font que les refuges existants n'offrent que des services à court terme. Bien qu'il existe des dispositions légales encourageant la participation des victimes aux procès et garantissant leur protection dans le cadre des lois contre la traite, la plupart des victimes ignorent l'existence de ces protections et n'en bénéficient que rarement.

Les efforts pour prévenir la criminalité organisée comprennent des initiatives telles que la formation des responsables des forces de l'ordre et l'amélioration de la gestion des frontières poreuses. En 2021, le gouvernement a créé un guide de gestion des cas et consulté des maîtres coraniques pour lutter contre la pratique consistant à forcer les enfants à mendier. Un numéro de téléphone dédié a été créé pour les signalements de trafic de drogue et le gouvernement a organisé quelques programmes de sensibilisation pour prévenir la consommation de drogues illicites.

La société civile du Burkina Faso est solide, avec diverses organisations et associations défendant des causes allant de l'alphabétisation aux droits des femmes, mais elle est fortement menacée. Depuis le début du gouvernement de transition militaire, les libertés civiles se sont réduites et les organisations de défense des droits de l'homme font l'objet de menaces, de harcèlement et d'abus de la part des autorités. La Constitution garantit la liberté de réunion et le droit de grève, mais le gouvernement a utilisé des moyens légaux pour supprimer l'activité syndicale et l'état d'urgence a été étendu à de nombreuses provinces, restreignant la liberté de réunion. Les journalistes sont confrontés à des risques croissants, de nombreux représentants des médias internationaux et nationaux étant interdits de travailler, et tous étant limités dans ce qu'ils peuvent couvrir.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.